Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 23 août 2000
Pour être diffusé à 8 h 30

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Estimations du bétail,** 1er juillet 2000 — 2
  Malgré la hausse des prix, la contraction du secteur bovin se poursuit. En revanche, l'expansion du secteur porcin durant le deuxième trimestre a partiellement compensé le recul observé depuis un an.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Assurance-emploi, juin 2000 — 5

Statistiques de l'aquaculture, 1999 — 6

Contreplaqués de construction, juin 2000 — 7

Livraisons des principales céréales, juillet 2000 — 7

NOUVEAUX PRODUITS — 8

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Estimations du bétail

1er juillet 2000

Malgré la hausse des prix, la contraction du secteur bovin se poursuit, le cheptel bovin ayant diminué pour une quatrième année consécutive. Néanmoins, les propriétaires d'exploitation de naissage ont réagi à la hausse des prix par un agrandissement du troupeau de bovins de reproduction. Il faudra toutefois plusieurs années avant que ce rajustement ne se concrétise par une augmentation de l'offre de boeuf sur le marché.

Les stocks totaux de bovins et de veaux ont diminué pour s'établir à 14,3 millions de têtes le 1er juillet, en baisse de 1,2 % par rapport au 1er juillet 1999. L'effectif du troupeau est aujourd'hui inférieur de 5,2 % au sommet observé en 1996.

Le secteur porcin a pris de l'expansion au deuxième trimestre, mais celle-ci n'a pas suffi à compenser le recul observé au cours des 12 derniers mois. Le nombre estimatif de porcs dans les élevages totalisait 12,2 millions le 1er juillet. Les stocks ont augmenté de 0,8 % par rapport au 1er avril, mais ont baissé de 1,3 % par rapport au 1er juillet 1999. Dans les provinces des Prairies, les stocks excédaient de 3,2 % ceux enregistrés le trimestre précédent.

Une forte augmentation de l'élevage de moutons et d'agneaux témoigne de l'expansion du secteur ovin. Les stocks ont augmenté de 12 % par rapport à juillet 1999, reflétant l'agrandissement du troupeau de reproducteurs suscité par l'amélioration de la demande et des prix. Le nombre d'entreprises agricoles qui élèvent des ovins a augmenté de 1,3 % par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 11 000, et le nombre moyen de moutons par entreprise a augmenté.

Stocks de bétail
Au 1er juillet

	Bovins		Porcs		Moutons et agneaux	
	1999	2000	1999	2000	1999	2000
	milliers de têtes					
Canada	**14 447**	**14 275**	**12 392**	**12 231**	**883**	**988**
Atlantique	318	308	375	369	47	48
Québec	1 343	1 311	3 846	3 740	162	180
Ontario	2 120	2 050	3 381	3 229	253	280
Manitoba	1 400	1 395	1 917	1 936	58	79
Saskatchewan	2 719	2 740	918	1 040	83	102
Alberta	5 760	5 709	1 808	1 779	214	230
Colombie-Britannique	787	762	148	139	65	70

Note: *Les totaux peuvent ne pas correspondre en raison de l'arrondissement des données.*

Note aux lecteurs

Les données du présent communiqué proviennent de l'Enquête de juillet sur le bétail, une enquête téléphonique réalisée auprès de 21 600 exploitants agricoles durant les trois dernières semaines de juin. On a demandé aux éleveurs de déclarer le nombre de têtes de bétail que comptait leur exploitation le 1er juillet 2000.

Au Canada, les exploitations de naissage produisent surtout des veaux sevrés. Les veaux qui ne sont pas gardés dans l'exploitation de naissage comme bovins de reproduction sont achetés par des exploitations de semi-finition ou de long engraissement ou par des parcs d'engraissement. Les veaux gardés dans les exploitations de long engraissement sont nourris de fourrage à faible teneur énergétique (fourrage ou ensilage) en hiver et passent l'été suivant au pâturage où ils poursuivent leur croissance. En général, les bovins d'un an sont vendus à des parcs d'engraissement avant qu'ils n'aient deux ans. Les parcs d'engraissement se spécialisent dans la «finition» des bovins, surtout des bouvillons et des génisses, jusqu'à leur poids marchand, qu'ils leur font atteindre en leur donnant des rations à forte teneur énergétique.

Le 1er juillet, les élevages d'ovins regroupaient environ 988 000 têtes, moutons et agneaux confondus, après trois années d'expansion. Les importations ont fléchi, car les éleveurs canadiens ont réussi à répondre à la demande. Les exportations ont augmenté parce que les produits du mouton et de l'agneau canadien, qui sont de haute qualité, sont en demande.

Le cheptel bovin s'amenuise lentement

Au Canada, les quatre dernières années ont marqué une phase de liquidation graduelle du troupeau de bovins. L'effectif de ce dernier est aujourd'hui inférieur de 5,2 % au sommet observé en 1996. Le 1er juillet, les stocks totaux de bovins et de veaux s'établissaient à 14,3 millions de têtes, en diminution de 1,2 % par rapport à juillet 1999 et de 2,9 % par rapport à 1998. La Saskatchewan est la seule province où les stocks de bovins ont augmenté.

Le faible coût des céréales fourragères combiné avec des prix avantageux pour les bovins engraissés ont permis aux exploitations d'engraissement d'améliorer leur marge bénéficiaire, situation qui, à son tour, a stimulé la demande de bovins d'engraissement. Ces derniers sont engraissés jusqu'au poids marchand, puis vendus aux abattoirs. L'abattage total a augmenté de 2,3 % par rapport à l'année se terminant au 1er juillet 2000, réduisant ainsi les stocks. Les exportations ont diminué de 18 % par rapport à 1999. Comme

l'offre n'a pu répondre à la demande, le prix des bovins d'engraissement a augmenté.

Les éleveurs ont dû faire des choix de gestion difficiles, à savoir profiter de la hausse des prix pour vendre les génisses comme bovins d'engraissement ou retenir les génisses de relève pour la reproduction, en anticipation d'une conjoncture plus favorable pour l'élevage de bovins. Bien que les stocks aient diminué dans l'ensemble, certains éleveurs ont fait preuve d'optimisme quant à l'avenir du secteur bovin. Ils ont retenu les génisses de relève pour la reproduction, augmentant ainsi le stock total de ces animaux de 2,4 % par rapport à juillet 1999.

Les agriculteurs des provinces de l'Ouest ont déclaré 10,6 millions de têtes de bétail, en baisse de 0,6 % par rapport à juillet 1999. Dans l'Est, les stocks se chiffraient à 3,7 millions de têtes, en baisse de 3,0 % par rapport à juillet 1999.

Ventilation selon la catégorie d'exploitation agricole

Des données sont maintenant disponibles sur les bovins selon la catégorie d'exploitation agricole. À l'échelon national, les 14,3 millions de bovins et de veaux sont répartis entre les élevages de bovins laitiers et de bovins de boucherie. Puis, ces derniers sont classés dans les catégories d'exploitations de naissage, d'exploitations de semi-finition ou de long engraissement et de parcs d'engraissement.

Stocks de bovins et de veaux par catégorie d'exploitation agricole
Au 1er juillet

	1996	1997	1998	1999	2000	1999 à 2000
	milliers de têtes					var. en %
Exploitations laitières	**2 393**	**2 384**	**2 310**	**2 249**	**2 169**	**-3,6**
Troupeau de bovins de boucherie						
Exploitations de naissage	8 830	8 630	8 479	8 459	8 509	0,6
Exploitations de long engraissement	2 449	2 419	2 316	2 189	2 068	-5,6
Parcs d'engraissement	1 380	1 479	1 600	1 552	1 531	-1,3
Ensemble des bovins et des veaux	**15 051**	**14 910**	**14 706**	**14 447**	**14 275**	**-1,2**

Note: *Les totaux peuvent ne pas correspondre en raison de l'arrondissement des données.*

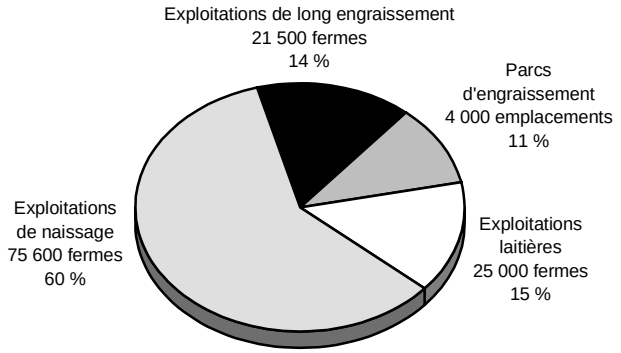
Les 75 600 exploitations de naissage du Canada comptaient 8,5 millions de bovins, en légère hausse de 0,6 % par rapport à juillet 1999. Cette situation tient au fait que le nombre de vaches de boucherie n'a pas varié, tandis que celui des veaux a augmenté de 1,2 %. Le nombre de génisses pour la reproduction a augmenté de 4,1 % par rapport à 1999, ce qui donne à penser que certains éleveurs s'attendent à voir se prolonger la conjoncture favorable. Les observateurs du secteur bovin surveilleront la situation afin de déterminer si le nombre de génisses retenues pour la reproduction permettra de produire suffisamment de veaux pour répondre à la demande future.

Le stock total de bovins dans les exploitations de semi-finition ou de long engraissement se chiffrait à 2,1 millions de têtes le 1er juillet, en baisse de 5,6 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de bovins que comptent ces exploitations a diminué, car le faible coût des céréales fourragères a encouragé les exploitations d'engraissage à acheter un plus grand nombre de bovins d'engraissement. Le nombre d'exploitations de long engraissement a diminué de 11 % du 1er juillet 1999 au 1er juillet 2000, pour s'établir à 21 500.

Malgré le faible prix des céréales fourragères, le nombre de bovins dans les exploitations d'engraissement a diminué de 1,3 %, à cause de l'offre insuffisante de bovins canadiens. Plusieurs exploitations ont importé un plus grand nombre de bovins d'élevage des États-Unis. Les 4 000 parcs d'engraissement du Canada comptaient en tout 1,5 million de têtes de bétail. Le 1er juillet, ces exploitations agricoles possédaient 80 500 veaux (un veau est un animal de moins d'un an), nombre nettement plus faible que celui observé les années précédentes. L'utilisation de rations à forte teneur énergétique a permis d'augmenter le poids moyen d'abattage, mais pas suffisamment pour compenser la pénurie de bestiaux.

Stocks de bovins et de veaux par catégorie d'exploitation agricole

Les bovins de boucherie représentent 85 % du cheptel canadien



L'expansion du secteur porcin au deuxième trimestre compense partiellement le recul annuel

Selon les déclarations des éleveurs, le nombre de porcs dans les élevages totalisait 12,2 millions de têtes le 1er juillet, en hausse de 0,8 % par rapport au premier trimestre. Cependant, les stocks étaient inférieurs de 1,3 % à ceux enregistrés en juillet 1999.

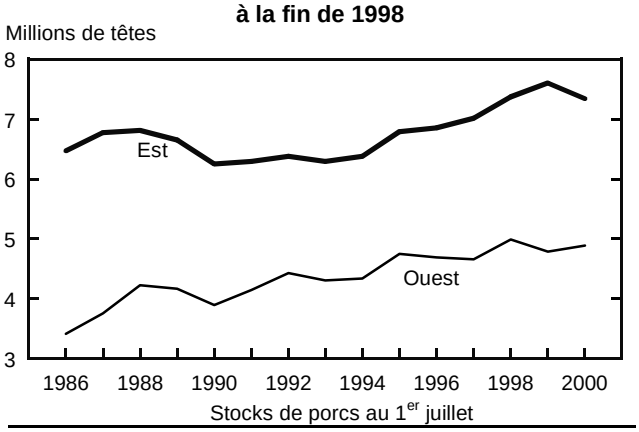
Comparativement à 1999, le troupeau de reproducteurs a augmenté de 0,4 % au 1er juillet; pareillement, les mises bas ou le nombre de truies ayant mis bas ont augmenté de 2,5 % au deuxième trimestre. En outre, les prévisions de mises bas au troisième trimestre de 2000 sont inférieures de 0,3 % à celles du deuxième trimestre.

Durant le deuxième trimestre, l'abattage total a diminué de 6,1 % par rapport au premier trimestre. Selon les rapports externes, beaucoup d'abattoirs ont réduit leur nombre de journées de production à cause de la livraison provisoirement insuffisante de porcs pour répondre à la demande croissante des installations d'abattage nouvellement construites ou agrandies. Le maintien du faible prix des céréales fourragères, la hausse du prix des porcs et l'augmentation du nombre d'ententes contractuelles sont des facteurs qui favorisent l'élevage d'un plus grand nombre de porcs.

Ces dernières années, les éleveurs de porcs ont dû relever les nombreux défis qu'a posés l'évolution rapide de la dynamique de leur industrie. Ils ont été témoins de l'amélioration des pratiques de gestion qui a permis d'augmenter le rendement du bétail, de la vente ou de l'expansion de certaines exploitations agricoles, de l'effet de la réglementation en matière de protection de l'environnement, de fluctuations des prix, de l'augmentation de la capacité de transformation et de l'évolution de la structure de l'industrie dans son ensemble. L'intégration verticale et les ententes contractuelles font maintenant partie intrinsèque de l'élevage porcin et continuent de causer le remodèlement de l'industrie.

Nombre d'éleveurs se redressent à peine des pertes financières provoquées par l'écroulement du prix des porcs en 1998. L'élevage de porcs connaît un regain suscité par les nouvelles perspectives de transformation et de commercialisation sur le marché interne. La croissance du secteur est particulièrement prononcée dans la région des Prairies, où en juillet, les stocks surpassaient de 3,2 % ceux du trimestre précédent.

La production porcine de l'Ouest canadien s'est raffermie depuis la forte chute des prix à la fin de 1998



Les marchés d'exportations demeurent des marchés essentiels pour l'industrie porcine au Canada. Au deuxième trimestre, les exportations de porcs vivants ont excédé de 7,1 % celles du premier trimestre. Un plus grand nombre de porcelets sevrés ont été vendus aux éleveurs américains qui se concentrent plus sur les exploitations d'engraissage que sur les exploitations de naissage-engraissage, en raison du faible coût des céréales fourragères.

Données stockées dans CANSIM: matrices 1150, 1151, 1166, 5645, 9500 à 9510.

Les données seront diffusées dans la publication *Statistiques du bétail: mises à jour* (23-603-UPF, 45 $ / 149 $), qui paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits.*

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Plourde au (613) 951-8716 (*robert.plourde@statcan.ca*), Division de l'agriculture, ou téléphonez à la Division de l'agriculture au 1 800 465-1991. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Assurance-emploi

Juin 2000 (données provisoires)

En juin, le nombre estimatif de Canadiens (non rajusté pour tenir compte des fluctuations saisonnières) recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi s'établissait à 375 440, en diminution de 10,1 % par rapport à juin 1999. Toutes les provinces et tous les territoires ont enregistré des baisses d'une année à l'autre à l'exception de la Nouvelle-Écosse et du Manitoba.

Nombre de bénéficiaires recevant des prestations ordinaires

	Juin 1999	Juin 2000[p]	Juin 1999 à juin 2000
	données non désaisonnalisées		
			var. en %
Canada	**417 740**	**375 440**	**-10,1**
Terre-Neuve	29 560	26 740	-9,5
Île-du-Prince-Édouard	5 050	4 760	-5,7
Nouvelle-Écosse	22 070	22 340	1,2
Nouveau-Brunswick	24 860	23 500	-5,5
Québec	138 920	126 420	-9,0
Ontario	86 400	80 140	-7,2
Manitoba	9 530	9 880	3,7
Saskatchewan	9 480	8 010	-15,5
Alberta	33 630	24 670	-26,6
Colombie-Britannique	56 240	47 200	-16,1
Yukon	750	660	-12,0
Territoires du Nord-Ouest	740	660	-10,8
Nunavut	470	420	-10,6

[p] *Données provisoires.*

Le montant des prestations ordinaires versé (rajusté pour tenir compte des fluctuations saisonnières) a augmenté de 0,7 % de mai à juin pour atteindre 598,3 millions de dollars; cependant, il s'agissait d'une diminution de 5,6 % par rapport au niveau atteint en 1999. De mai à juin, le nombre de demandes reçues a fléchi de 1,6 % pour atteindre 211 980.

Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada ont découvert une sous-estimation dans le calcul du nombre de bénéficiaires de l'assurance-emploi. Cette sous-estimation touche le dossier des bénéficiaires de janvier 1997 à avril 2000. En conséquence, les ministères ont convenu de corriger la sous-estimation et d'effectuer une révision dans le temps aux séries remontant à janvier 1997.

Au cours des prochains mois, les données sur le nombre de bénéficiaires dans le communiqué mensuel de l'assurance-emploi seront disponibles uniquement à l'échelon agrégé provincial et ne seront pas rajustées pour tenir compte des fluctuations saisonnières. De plus, ces séries ne seront pas disponibles dans CANSIM.

Nota: Les utilisateurs sont avisés de ne faire aucune comparaison entre ces données et toutes séries mensuelles et chronologiques déjà diffusées dans *Le Quotidien* et dans CANSIM.

Statistiques sur l'assurance-emploi

	Juin 1999	Mai 2000	Juin 2000	Mai à juin 2000	Juin 1999 à juin 2000
	données désaisonnalisées				
				var. en %	
Montant versé de prestations ordinaires (en millions de $)	633,5	594,2	598,3	0,7	-5,6
Demandes reçues (en milliers)	207,5	215,4	212,0	-1,6	2,1
	données non désaisonnalisées				
Ensemble des bénéficiaires (en milliers)	579,4	596,3[p]	533,4[p]	-10,5	-7,9
Bénéficiaires ordinaires (en milliers)	417,7	433,4[p]	375,4[p]	-13,4	-10,1
Demandes reçues (en milliers)	175,9	164,5	165,1	0,4	-6,1
Montant versé (en millions de $)	787,2	906,4	757,1	-16,5	-3,8
	données cumulatives				
			1999	2000	1999 à 2000
					var. en %
Demandes reçues (en milliers)			1 211,5	1 157,4	-4,5
Montant versé (en millions de $)			6 767,2	6 351,2	-6,1

[p] *Données provisoires.*

Note: *L'ensemble des bénéficiaires inclut tous les prestataires recevant des prestations de type ordinaire (par exemple, en raison d'un licenciement) ou des prestations spéciales (par exemple, pour cause de maladie).*

Données stockées dans CANSIM: matrices 26 (série 1.6), 5700 à 5717, 5735 et 5736.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Keay au (613) 951-4090 (*labour@statcan.ca*), Division de la statistique du travail. Télécopieur: (613) 951-4087. ■

Statistiques de l'aquaculture

1999 (données provisoires)

Les exploitants aquacoles ont eu des revenus records en 1999, les ventes de produits ayant grimpé à une valeur estimative de 548 millions de dollars, en hausse de 7 % par rapport à 1998.

L'augmentation des revenus en 1999 s'explique principalement par la valeur plus élevée des exportations, qui ont atteint 386 millions de dollars, soit 5 % de plus qu'en 1998 et plus du double du volume annuel des exportations au début des années 1990. Ces exportations ont été en grande partie aux États-Unis, où la demande de poisson, en particulier le saumon, est restée vigoureuse. Les ventes au Canada par ailleurs sont restées relativement stables.

Bien que le taux de croissance dans l'industrie semble s'être ralenti par rapport au rythme de 15 % en 1998, l'aquaculture contribue de plus en plus à l'économie canadienne.

Les exploitants aquacoles de la Colombie-Britannique et du Nouveau-Brunswick sont encore les plus gros producteurs. Ensemble, ces deux provinces ont représenté 85 % des ventes totales des produits de l'aquaculture: la Colombie-Britannique a généré plus de la moitié des ventes et le Nouveau-Brunswick, presque le tiers. L'industrie de ces deux provinces est en grande partie fondée sur l'aquaculture des poissons, qui a constitué une proportion estimative de 91 % des ventes totales au Canada l'an dernier.

L'Île-du-Prince-Édouard, qui est la plus grande productrice de mollusques et de crustacés au pays, a poursuivi l'expansion de sa production en 1999. Les revenus de la vente de mollusques et de crustacés ont atteint une valeur estimative de 22 millions de dollars, en hausse de 11 % par rapport à 1998. Ce montant représente plus de la moitié de toutes les ventes à l'échelle nationale et, tout comme le poisson, l'augmentation des ventes a coïncidé avec une hausse de 10 % des exportations.

Les dépenses pour les produits (à l'exclusion du capital et des coûts de main-d'oeuvre) effectuées par l'industrie ont également augmenté en 1999. Elles ont atteint une valeur estimative de 368 millions de dollars, en progression de 7 % par rapport à 1998. L'élément de loin le plus important de ces dépenses a été les aliments, dont le coût est passé à 152 millions de dollars, en hausse de 8 % par rapport à 1998. Il y a aussi d'autres dépenses importantes, comme les achats de poisson pour l'affinage, les achats pour transformation et revente et les services de transformation.

La valeur ajoutée brute (la différence entre la production brute et les dépenses pour les produits) à l'économie canadienne par l'industrie de l'aquaculture en 1999 est estimée à 241 millions de dollars, en hausse de 11 % par rapport à l'année précédente. L'augmentation de la valeur ajoutée brute est attribuable directement à la croissance de la production (y compris les stocks) qui a dépassé la croissance des dépenses. La dépréciation et les intérêts ont également augmenté quelque peu en 1999, pour atteindre 26 millions de dollars et 15 millions de dollars respectivement.

Nota: Trois ensembles de statistiques sur l'aquaculture sont maintenant disponibles. On y trouve la production et la valeur par province et par espèce, les exportations et la valeur ajoutée.

Données stockées dans CANSIM: matrices 2286 à 2297 et 8500 à 8535.

Les données seront disponibles dans la reliure *Statistiques du bétail: mises à jour* (23-603-UPF, 45 $ / 149 $) ou la reliure *Statistiques économiques de l'agriculture* (21-603-UPF, 26 $ / 52 $). Voir *Pour commander les produits.*

Les estimations revisées pour 1999 de la valeur ajoutée, de la production et des exportations pour l'industrie de l'aquaculture seront publiées en mars 2001.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bernadette Alain au (902) 893-7251 (*bernadette.alain@statcan.ca*), Bureau des statistiques agricoles de Truro, ou avec Tony Dupuis au (613) 951-2511 (*tony.dupuis@statcan.ca*) ou téléphonez à la Division de l'agriculture au 1 800 465-1991. □

Compte de la valeur ajoutée - industrie de l'aquaculture

	1997	1998	1999	1997	1998	1999	1997	1998	1999	1997 à 1998	1998 à 1999
	Nouveau-Brunswick			Colombie-Britannique			Canada				
	en milliers de dollars									var. en %	
Ventes de produits et services aquacoles	162 000	173 150	177 000	224 800	263 700	287 000	447 300	512 600	548 250	15	7
Revenu total d'exploitation	164 000	178 800	181 000	230 000	270 100	294 000	462 500	534 530	569 130	16	6
Production brute	166 000	181 800	191 000	275 000	285 100	314 000	512 400	559 280	606 480	9	8
Total des entrées[1]	109 200	116 750	119 200	177 500	173 140	188 000	328 630	342 760	365 250	4	7
Valeur ajoutée brute (coût des facteurs)	**56 800**	**65 050**	**71 800**	**97 500**	**111 960**	**126 000**	**183 770**	**216 520**	**241 230**	**18**	**11**

[1] *Ne comprend pas les stocks.*

■

Contreplaqués de construction

Juin 2000

Les usines canadiennes ont produit 171 161 mètres cubes de contreplaqués de construction en juin, en baisse de 5,1 % par rapport aux 180 328 mètres cubes produits en juin 1999.

La production cumulative pour l'année 2000 s'est chiffrée à 1 009 126 mètres cubes, en hausse de 3,1 % comparativement aux 979 169 mètres cubes produits durant la même période en 1999.

Données stockées dans CANSIM: matrice 122 (niveau 1).

Le numéro de juin 2000 de *Contreplaqués de construction* (35-001-XIB, 5 $ / 47 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits.*

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Simard au (613) 951-5998 (*simales@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Livraisons des principales céréales

Juillet 2000

Les données sur les livraisons des principales céréales pour juillet sont maintenant disponibles.

Données stockées dans CANSIM: matrices 976 à 981.

Le numéro de juillet 2000 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-XIB, 11 $ / 112 $; 22-007-XPB, 15 $ / 149 $) paraîtra en octobre. Voir *Pour commander les produits.*

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Karen Gray au (204) 983-2856 (*karen.gray@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Contreplaqués de construction, juin 2000
Numéro au catalogue: 35-001-XIB (5$/47$).

Commerce de gros, juin 2000
Numéro au catalogue: 63-008-XIB (14$/140$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

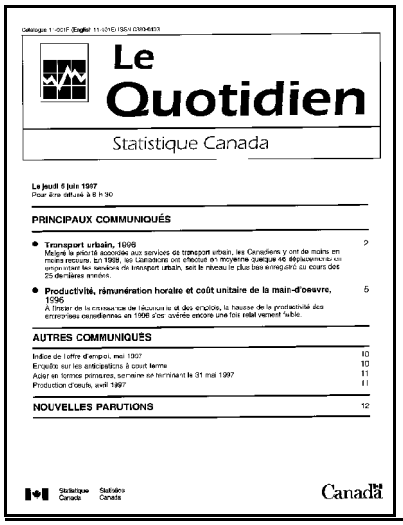
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca),* sous les rubriques *Produits et services, Publications téléchargeables.*

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.


Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- Transport urbain, 1996 — 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996 — 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997	10
Enquêtes sur les anticipations à court terme	10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997	11
Production d'oeufs, avril 1997	11

NOUVELLES PARUTIONS — 12

Statistique Canada Statistics Canada — Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, simamad@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.